

11 MARS 2022  
EN PARTENARIAT AVEC AJIRSUD



ORGANISATION DES JEUNES POUR L'UNION  
EUROPEENNE ET AFRICAINE

# COMPTE-RENDU DU WORKSHOP GESTION DE L'EAU EN AFRIQUE



# SOMMAIRE

---

<b>COMPTE RENDU</b>	<b>1</b>
<b>Intervention de Monsieur Claude JAMATI</b>	<b>2</b>
Présentation de l'intervenant	3
Intervention : l'Afrique et l'eau	5
Les ateliers	6
<b>Intervention des experts sur leur retour d'expérience à Madagascar et au Sahel</b>	<b>6</b>
Le développement des réseaux d'eau autour de petits centres urbains à Madagascar	10
Cartographie des ressources au Sahel	16
<b>Énonciation des Recommandations</b>	<b>17</b>
<b>Remerciements</b>	<b>18</b>
<b>ANNEXES DU COMPTE RENDU</b>	<b>19</b>

**Vendredi 11 mars 2022 a pris place le workshop sur la gestion de l'eau en Afrique organisé par l'Organisation des Jeunes pour l'Union européenne et africaine, en partenariat avec AJIRSUD, l'association du Master ISUR de l'Institut d'Études Politiques de Rennes.**

**L'évènement a eu lieu en présentiel, de 13H30 à 17H, à l'Institut d'Etudes Politiques de Rennes. Une version distancielle s'est déroulée en parallèle de 14H à 17H sur un salon Zoom privé. L'ensemble des participants a pu dialoguer à la fin du workshop, grâce à une mise en relation du groupe en présentiel et du groupe en distancielle.**

### **Intervenants**

- en présentiel : Monsieur Claude JAMATI, directeur de plusieurs ouvrages sur le secteur de l'eau en Afrique.
- en distancielle : Monsieur François SIMON, gouvernance des réseaux d'eau à Madagascar, Monsieur le Général de Romémont, fondateur de l'initiative plus d'eau pour le Sahel

### **Membres d'AjirSUD**

- en présentiel : Monsieur Maël CAMPAIN, Madame Clémence BILLES, Monsieur Louis HARENDARCZIK, Madame BOUDEMANN Emma, et Monsieur Martin LE CLANCHE.
- en distancielle: MONSIEUR Irénée DUBOURG, Madame Cassandra CAUMONT, Madame Laura MUNDABI, et Monsieur Antoine GAILLOT, président d'AjirSUD et modérateur du workshop en distancielle.

### **Membres de l'OJUEA**

- en présentiel : Monsieur Gabriel MVOGO, président de l'OJUEA, et Madame Sandy HUGUES, directrice en charge de la coopération avec la Commission européenne et chargée de la coordination technique de l'évènement.
- en distancielle: Madame Maria Amélia CERQUEIRA, administratrice adjointe, Monsieur Max NILLE, bénévole, Monsieur Léon REIMANN, stagiaire au secrétariat général et chargé des appels à projets, Madame Selani HETTI. Directrice des affaires culturelles et sociales.

**Invité de l'OJUEA en présentiel :** Monsieur Ludovic LEDO.

**Monsieur Claude JAMATI** est intervenu en présentiel à Rennes.

### a. Présentation de l'intervenant

Après avoir réalisé des études d'ingénieur ETP, puis étudié les sciences économiques et sciences politiques, JAMATI travaille dans l'ingénierie puis devient opérateur de services locaux (eau, assainissement, déchets) en charge de missions d'assistance technique et de gestions déléguées, puis consultant depuis 2005.

Il est aujourd'hui consultant international (SAS NOREMA), membre d'honneur de l'association africaine de l'eau (AAE) depuis 1998 et membre du comité de direction de l'AAE de 2002 à 2016.

Monsieur Claude JAMATI est également élu local : il a été conseiller municipal, maire de Bailly de 2008 à 2020, vice-président de l'agglomération de Versailles 2011 à 2020, président du syndicat d'assainissement Hydreaulys 2015 à 2020, et aujourd'hui président d'honneur.

Enfin, l'intervenant est chargé de cours à l'IEP de Rennes (master ingénierie des services urbains en réseau) et expert associé à AgroParisTech Montpellier (chaire eau pour tous). Il est membre d'AdP Villes en Développement (ancien président), et du Programme solidarité Eau, membre du comité international du « Livre bleu », membre du Cercle Eugène Delacroix (amitié franco-marocaine).

Monsieur JAMATI a réalisé plusieurs publications sur l'eau, dont un ouvrage collectif sur l'Afrique et l'eau (360 pages, une vingtaine de contributeurs, essentiellement des dirigeants de sociétés d'eau africaines) et diverses publications en rapport avec la gestion des services urbains.

## b. Intervention : l'Afrique et l'eau

Claude JAMATI a expliqué que lorsque l'on parle d'Afrique et d'eau, selon lui, le premier mot qui se présente est celui de démographie. En effet, la population de l'Afrique est passée de 100 millions d'habitants en 1900 à 1.400 000 milliards aujourd'hui. En 2050, la population sera plus de 2 milliards et en 2100, sans doute plus de 4 milliards, à égalité avec l'Asie. L'expert ajoute qu'en 2100, le Nigeria sera sûrement le deuxième pays en termes de population, devant la Chine, et après l'Inde. Certains pays comme le Niger auront des centaines de milliers d'habitants avec des problèmes extrêmement forts. La démographie est donc un enjeu qui doit interpeller.

Monsieur JAMATI remarque ensuite qu'il faut prendre en compte le nombre des acteurs. **Comment réunir tous les acteurs autour du sujet de l'eau, afin garantir sa bonne qualité, pour tous, à un prix raisonnable et de façon durable ?** L'intervenant évoque également le travail d'assainissement qui accompagne nécessairement cette question. Il soulève qu'il s'agit d'un travail plus technique et coûteux. Qui plus est, la question se pose aussi depuis quelques années en termes de protection de l'environnement et d'économie circulaire.

L'intervenant poursuit par l'identification des mots-clé autour des enjeux du secteur de l'eau en Afrique :

*Professionalisation* : il faut faire en sorte que des gens à tous les niveaux sachent faire des branchements, construire des ponts...

*Contractualisation* : tous les acteurs doivent être « mis dans le bain », même les communes à petits budgets. En effet, personne mieux qu'un élu local ne peut savoir où l'on va mettre les pompes, les tuyaux, etc.

*Innovation* : il faut avoir l'eau potable au plus près du consommateur et pour cela, il faut innover car la station de traitement sont à plusieurs dizaines de kilomètres des usagers. En Afrique, la population est très jeune. Cela représente une opportunité pour l'innovation.

*Adaptation* : il faut s'adapter aux situations multiples liées au contexte du territoire.

*Education* : beaucoup d'instituts se développent pour l'éducation et la formation technique. Il faut accompagner ce mouvement car l'éducation est clé pour les techniciens en Afrique.

*Pragmatisme* : il faut que le service puisse être délégué. Intégrer les PME est essentiel et permet également de donner du travail aux gens.

Monsieur JAMATI évoque son expérience de directeur de projet à Hydroconseil. Ce projet réunissait 7 pays africains, avec dans chaque pays, un expert du pays dans le secteur de l'eau. Il consistait à organiser des ateliers sur place avec un recensement des PME selon certains critères, dans le but d'essayer des cours techniques et financiers. Ces boîtes ont évolué depuis. Monsieur Un projet de coopération internationale comme celui qu'il a mené n'est qu'une « goutte d'eau », mais « c'est déjà important ».

L'expert conclut en remarquant que tout le monde s'intéresse à l'eau et qu'il s'agit d'un sujet extrêmement sensible. « L'eau » en tant que secteur porte une connotation vitale, sociale, politique, stratégique, locale, culturelle et religieuse. Il suffit donc de trouver des solutions au cas par cas dans chaque pays. Claude JAMATI explique que pour lui, le terme de « modèle » n'est pas adapté car il donne l'impression qu'il faut « copier » un mode de fonctionnement d'un pays à l'autre, alors que « l'eau est du sur-mesure ». En effet, il n'y a pas de continent qui ait plus de pays que l'Afrique (54 pays). Pour lui, l'Afrique ne manque pas vraiment d'eau ; c'est la mauvaise répartition de la ressource qui interpelle. Pour que les gens aient accès à l'eau au plus proche de leur lieu de vie, il faut un peu d'équipement : « L'eau c'est gratuit, pas le tuyau ». Ainsi si l'eau est gratuite, il y a forcément quelqu'un qui paie. Il faut donc aussi et surtout, trouver le bon niveau pour payer l'eau.

### c. Les ateliers

Suite à l'intervention de Monsieur JAMATI, les participants en présentiel ont travaillé par groupes (deux groupes distincts) sur les sous-thèmes suivants : **Quels « modèles » pour une gestion soutenable de l'eau** et **Enjeux du capacity building dans le secteur de l'eau : l'Afrique pourra-t-elle se passer de la coopération internationale ?**

Monsieur JAMATI a considérablement soutenu et enrichi la réflexion des groupes autour de ces sous-thèmes.

Le **premier atelier** a consisté à réaliser, pour chaque groupe :  
| un brainstorming pour l'un des deux sous-thèmes  
| l'identification des enjeux ou problèmes majeurs liés à ceux-ci  
| une réflexion collaborative sur des pistes de solutions et/ou de recommandations.

Durant le **second atelier**, chaque groupe a alterné afin de travailler sur un autre sous-thème, à l'exception d'un membre de chaque groupe, qui a eu pour rôle d'expliquer à l'autre groupe la réflexion menée au préalable par son groupe sur le sous-thème qui lui a été attribué en premier ressort. Les participants ont exprimé des remarques et des observations sur les propositions de solution déjà formulées afin d'affiner la réflexion.

La séance de restitution s'est déroulée en simultané avec le groupe en distanciel (voir *Enonciation des Recommandations*).

### a. Le développement des réseaux d'eau autour de petits centres urbains à Madagascar

**Monsieur François SIMON**, est le premier intervenant de la séance en distanciel.

L'intervant s'est présenté avant d'introduire le GESCOD (Grand Est Solidarités et Coopérations pour le Développement) pour lequel il travaille. **Le GESCOD est un opérateur de projets présent dans une dizaine de pays, et qui s'occupe de programmes tels que l'animation de territoires et l'éducation à la citoyenneté.** Monsieur SIMON s'est notamment occupé de la gouvernance des réseaux d'eau à Madagascar.

L'expert a poursuivi en introduisant le contexte de la gestion de l'eau dans les petits centres urbains qui se multiplient hors du radar du pouvoir central. Ces derniers ont des nombres d'habitants situés entre 3000 et 50 000 et recensent un taux de croissance élevé en raison de leur attractivité importante à l'échelle locale et régionale. Cette croissance fait émerger de nouvelles activités économiques diversifiées telles que des micro-industries, des petits restaurateurs, et des marchés qui font doubler le nombre d'habitants le jour du marché. Cette diversification des tissus économiques et des besoins appelle à des investissements toujours plus importants. L'État, qui se focalise sur les grands centres urbains, n'assure pas les investissements nécessaires. Monsieur SIMON a notamment évoqué l'exemple de l'opérateur national de l'eau et de l'électricité à Madagascar qui par son déficit est fortement subventionné par l'État alors qu'il ne bénéficie qu'à 10% de la population malgache. Ces investissements se font au détriment du milieu rural qui ne bénéficie que très peu de fonds publics. C'est sur cette base qu'il propose d'explorer la ressource en eau, la conception des réseaux, la gestion des services ainsi que la régulation en milieu rural.

## 2. INTERVENTION DES EXPERTS SUR LEUR RETOUR D'EXPÉRIENCE À MADAGASCAR ET AU SAHEL

Monsieur SIMON déclare qu'il y a des besoins forts en termes de conception des réseaux mais déplore que les pouvoirs publics soient peu investis. L'intervenant évoque la conception des réseaux avec notamment l'augmentation des niveaux d'exigences techniques. Il insiste sur la continuité du service en matière de sécurisation et d'approvisionnement comme, par exemple, le passage des réseaux d'eau ramifiés aux réseaux d'eau maillés dans les petits centres urbains. Les réseaux ramifiés nécessitent moins d'investissement et de connaissances mais sont très fragiles car ils reposent sur le fonctionnement d'un tuyaux alors que les réseaux maillés permettent de sécuriser l'arrivée d'eau grâce à d'autres tuyaux même si l'un d'entre eux cède. Leur inconvénient est qu'ils nécessitent plus de connaissances et plus de maintenance.

Monsieur Simon traite ensuite la question de l'accessibilité aux services de réparation et aux services de maintenance des réseaux d'eau. C'est une question qui se pose dans un contexte changeant, car la diversification des activités engendre une diversité des besoins. Ce sont notamment dans les petits centres urbains que les exigences d'un réseau d'eau disponible 24H/24H sont fortes. Ces exigences ont fait émerger de nouveaux services comme les branchements domiciliaires, les branchements partagés, la livraison d'eau à domicile, de nouvelles filières agricoles comme le maraîchage à haute valeur ajoutée ainsi qu'une meilleure qualité de l'eau.

D'autre part, Monsieur SIMON recherche des solutions techniques pour optimiser les coûts d'exploitation. Il déclare que pour augmenter la qualité du service, l'optimisation financière est de rigueur. Pour cela, certaines régions d'Afrique font des économies d'échelle en standardisant l'équipement nécessaire à l'extraction et au traitement de l'eau. Il rappelle aussi que ce qui coûte le plus cher reste le salaire des personnels qui risque d'accroître en fonction de l'augmentation des branchements domiciliaires.

## 2. INTERVENTION DES EXPERTS SUR LEUR RETOUR D'EXPÉRIENCE À MADAGASCAR ET AU SAHEL

Monsieur SIMON explique ensuite que la professionnalisation des personnels dans la gestion du service est primordiale. Selon lui, il y a une tendance pour le passage à la DSP, *Délégation de Service Public*. En effet, certaines collectivités sont en manque de connaissances et mettent en place des réseaux dont la réception finale est extrêmement fragilisée. Il serait intéressant de demander aux prestataires d'investir dans le réseau afin de mutualiser les coûts et de proposer un service de meilleure qualité en garantissant la pérennité économique du réseau.

L'intervenant met également le point sur le besoin croissant en formation des différents acteurs tels que le maître d'ouvrage et le délégataire. D'après lui, il s'agit d'un aspect essentiel afin de permettre aux communautés, souvent hors des radars des opérateurs nationaux et des investisseurs privés, de devenir indépendantes et de s'organiser vis-à-vis de l'approvisionnement en eau.

Ensuite, l'expert poursuit en évoquant la régulation de la ressource de l'eau. Il affirme que la régulation apporte des informations sur la qualité du service, permet de veiller au respect des engagements contractuels tout en incitant au dialogue avec les populations locales. Elle permet également une meilleure viabilité économique des services. Il convient selon lui de diversifier les acteurs et de les inclure dans le projet. Parmi eux se trouvent la commune, l'État, le délégataire et enfin les usagers. L'État est peu engagé dans la qualité des services dispensés, il est donc nécessaire de mieux gouverner la viabilité économique et fonctionnelle des aménagements en générant le moins de coûts possible. Il a ensuite appuyé sur l'importance de la mesure de la performance qu'elle soit technique, économique, financière ou commerciale. Il termine son intervention sur une question ouverte "qui joue le rôle de régulateur et comment le financer?"

## Séance de questions/réponses

*Question 1: Comment intégrer la problématique du changement climatique, la raréfaction des ressources dans les schémas que vous faites?*

Monsieur SIMON explique que les études portent sur des données qui ont débuté depuis la colonisation. En effet, ces études portent sur des risques de sécheresse qui étaient prévus d'arriver tous les demi-siècles alors qu'ils sont maintenant d'une fréquence de 3 fois en 7 ans. Les analyses des 75 dernières années ne sont plus valables car le changement s'opère trop rapidement. Les quantités de pluie, quant à elles, sont très importantes sur des petites périodes ce qui provoque des inondations. En conséquence l'eau n'a pas le temps de s'infiltrer dans les nappes phréatiques et elle s'assèche.

*Question 2: Quels outils existent pour cela et comment pallier ces sécheresses?*

L'intervenant répond qu'il existe de très bons outils pour mesurer les changements. Mais pour garantir l'approvisionnement en eau potable, il faut diversifier les sources en eau potable et en eau agricole. Cette diversification permet de maintenir un service d'eau lorsqu'une source s'assèche. Cependant, cela demande des coûts supplémentaires encore plus importants d'autant plus que les infrastructures doivent s'étendre sur de plus longues distances.

## b. Cartographie des ressources au Sahel

**Le Général de corps Emmanuel DE ROMEMONT** *est le second intervenant de la version distancielle du workshop.*

Il se questionne dans un premier temps sur la manière dont les deux organisations ont réussi à organiser l'événement, avant de se présenter. Professeur à Paris Dauphine et à Sciences Po Strasbourg, il est de plus cofondateur et président de Rend-Fort, ainsi que, fondateur et directeur exécutif de l'Initiative Plus d'Eau pour le Sahel.

Le second intervenant propose à l'auditoire d'appliquer une méthode de finition d'application de projet qu'il a lui-même développée à un cas pratique. Cette méthode appliquée sur la problématique de l'eau au Sahel fait appel à la réflexion et à la capacité d'analyse des situations des participants. Il résume la première moitié des différentes étapes de la méthode d'application de projet en cinq parties à savoir: qualifier le problème stratégique posé, s'approprier le cadre stratégique, ajuster perspectives et prospectives, ouvrir les possibles ainsi que définir l'intention stratégique.

Monsieur de ROMEMONT détermine que la qualification ainsi que la compréhension du problème doit être le point de départ. Il présente l'exemple du bassin du Tchad d'une superficie de 525 000 km<sup>2</sup> recensant une présence d'eaux potentiellement utilisables. Pourtant, selon lui, les décideurs ont une gestion de l'eau qui est à revoir en partie due à un manque de capacité en matière de gouvernance, de transmission de savoirs, d'éducation et également une perte de mémoire due au manque de documentation.

Le Général de corps poursuit sur un travail de réflexion portant sur la réorganisation de la gouvernance.

### **Séance de questions-réponses**

*Question: D'après vous, quel est le problème stratégique qui est posé par l'eau au Sahel?*

À cela, l'expert répond qu'il y a des questions souvent peu abordées par la population locale. L'eau souterraine est souvent sous-exploitée, il faut donc pouvoir donner les moyens et les connaissances pour l'exploiter sans tomber dans la surexploitation. Les investissements doivent être donnés en priorité au développement des régions qui sont pour la plupart en dessous des minima de l'OMS, *Organisation Mondiale de la Santé*, à savoir 20L d'eau par jour et par personne. Il convient d'apporter davantage d'eau en mettant la science au centre du dispositif.

Selon le Général de corps de ROMEMONT, il s'agit de s'approprier dans un second temps le cadre stratégique du problème posé. Celui-ci est constitué de contraintes, de restrictions, d'opportunités, de risques, de ressources, d'aptitudes, de gouvernance et enfin de directives. Pour que de nouveaux projets prennent forme il faut sortir du cloisonnement c'est-à-dire ne pas développer de nouvelles façons de penser un problème sans tomber dans des habitudes néfastes.

*Question du Général: Quel est selon vous le facteur le plus déterminant?*

*Question du Général: Dans quel cadre peut-on évoluer et a-t-on des restrictions?*

## 2. INTERVENTION DES EXPERTS SUR LEUR RETOUR D'EXPÉRIENCE À MADAGASCAR ET AU SAHEL

Le Général affirme que les opportunités sont importantes dans le cadre de ce type de projet. Il convient de repenser la gouvernance c'est-à-dire d'approfondir la formation sur la stratégie, le leadership et l'intelligence opérative. Il déclare que les manières de penser sont souvent néfastes, elles reproduisent des schémas défaillants et qui la plupart du temps aggravent le problème. La gouvernance est un élément fondamental si l'on veut pérenniser la bonne gestion des ressources. La mutation des manières de penser nécessiterait un approfondissement de l'éducation, de la concertation et de la transmission.

*Question du président d'AJIR SUD : Quelles sont les personnes qui doivent être formées en priorité?*

Pour l'intervenant, il faut former en priorité les personnes en capacité de décider comme les décideurs, les gestionnaires de projets, les militaires et les géologues. Cette formation doit permettre de mieux cerner le dilemme régional et pour cela il faut revisiter la transmission des connaissances. Il évoque ensuite les risques tels que la déstabilisation, la migration interne et externe, les banques de données peu coordonnées ainsi que les défis propres aux différentes régions du Sahel qu'il est souhaitable de régler. Il est nécessaire de «Repenser l'écosystème autour d'une action territoriale plus intégrée et centrée sur l'eau».

*Question du Général à l'auditoire: Quel est le facteur le plus important?*

*L'auditoire: La décentralisation de la compétence? La décentralisation peut fragiliser les services. Il faut informer, transmettre les compétences et créer de la résilience. S'il y a de l'instabilité il faut que ce ne soit pas uniquement géré par les acteurs étatiques.*

## 2. INTERVENTION DES EXPERTS SUR LEUR RETOUR D'EXPÉRIENCE À MADAGASCAR ET AU SAHEL

Selon le Général, « la gouvernance, décorée de l'éducation, est un élément essentiel impliquant plusieurs acteurs à plusieurs niveaux différents. »

D'après le Général de ROMEMONT, le troisième angle de la méthodologie est d'ajuster les perspectives et les prospectives. Il se questionne alors sur l'échelle de temps à laquelle on va appliquer la méthodologie à savoir à court, moyen ou long terme.

*Question du Général: À votre avis sur quelle échelle de temps faut-il organiser le projet?*

Selon l'expert il faut avoir un projet cohérent, continu et stratégique à 15 ans pour que l'impact soit véritablement mesurable et pour pouvoir contrer le cycle de la perte de mémoire.

Le président d'AjirSUD remarque que les formations et les périodes de formation prennent beaucoup plus de temps que 15 ans.

À cela, le Général répond qu'il est essentiel d'avoir un soutien par l'éducation aux objectifs réalistes qu'on veut atteindre. Le risque qu'on encourt dans le cas où les projets durent trop longtemps c'est qu'on ne pourra plus mesurer le progrès. Il affirme ensuite que le projet doit être défini une fois que le cadre, c'est-à-dire l'éducation et les programmes de formation, sont établis.

**Monsieur de ROMEMONT** introduit l'auditoire à la quatrième phase de son plan d'application méthodologique, à savoir : l'ouverture des possibles. Il déclare qu'un projet n'a de sens que si l'on considère le petit, le moyen et le long terme. Il convient de continuellement redéfinir le cadre dans lequel on évolue pour pouvoir changer les directives en fonction des contraintes, des opportunités, des ressources et des aptitudes afin d'atteindre les objectifs. Tout d'abord, on doit permettre l'identification d'axes de progrès en matière de formation.

## 2. INTERVENTION DES EXPERTS SUR LEUR RETOUR D'EXPÉRIENCE À MADAGASCAR ET AU SAHEL

La formation, l'information et le savoir sont les piliers qui permettent d'ouvrir le champ des possibles. Selon lui, la connaissance de la location des sources et des réserves en eau est essentielle pour fédérer les acteurs autour d'un projet et développer des opportunités. En matière de gouvernance, les opportunités sont également diverses. Il est nécessaire de donner aux différents acteurs de la société les clefs de compréhension pour pouvoir les intégrer dans la concertation. Pour cela, il est déterminant d'avoir un nombre de formation élevé avec une bonne diversité des compétences ainsi qu'une bonne qualité. D'après lui, le plus important c'est de faire savoir, faire travailler le savoir et montrer que des opportunités existent en rendant par exemple l'eau souterraine visible afin de faire développer des initiatives locales.

Le Général passe au dernier point abordé dans la méthode ; la définition de l'intention stratégique. Il déclare qu'il faut faire la connexion entre ce que l'on veut et ce qui est possible de faire en fonction de la réalité du terrain. Cela consiste à s'interroger sur la finalité, les modalités et les moyens. Il faut se demander quels sont nos objectifs et les jauger en fonction des ressources disponibles. Pour des ressources limitées, il faut fixer les objectifs stratégiquement afin d'optimiser l'utilisation des ressources disponibles. D'après lui, il faut une stratégie d'ensemble et fixer les priorités. Une fois que cette intention stratégique est fixée, il est indispensable de préciser les critères de succès pour l'évaluation. Il a déclaré que différents objectifs, comme le fait que d'ici 2037 toutes les populations puissent vivre au-delà du seuil minimal d'accès à l'eau, sont des objectifs possibles, réalistes et qui ne font pas non plus l'effet "d'annonce politique". Une autre option serait de se donner une cartographie hydrologique de la région pour informer les populations des possibilités existantes. Ensuite, lorsque les populations et les décideurs prennent des initiatives il est possible de travailler le « faire savoir ». Suite aux objectifs ciblés, il est nécessaire d'avoir une réelle intention derrière et faire suivre ceux-ci dans des projets réels. Enfin, il faut donc obliger les politiques à rester concrets et ne pas uniquement se contenter de faire des annonces.

## 2. INTERVENTION DES EXPERTS SUR LEUR RETOUR D'EXPÉRIENCE À MADAGASCAR ET AU SAHEL

Il faut également être rigoureux et définir les priorités. Passer outre ces étapes est dramatique car si ces questions ne sont pas posées, il est difficile de créer un écosystème souvent nécessaire au développement des stratégies cohérentes.

*Question de l'auditoire: Est-il risqué de faire des projets de trop longue durée avec des décideurs qui ne veulent pas les continuer?*

Le Général pense que c'est possible, par exemple des opérations se font et perdurent. Il est surtout nécessaire de s'adapter en fonction des réalités pour garder les objectifs à long terme.

Monsieur GAILLOT a remercié l'intervenant pour ses efforts à faire participer l'auditoire dans son intervention.

Le Général a rappelé que les méthodes de gestion de projets sont essentielles à la réelle mise en place de ces derniers. Puis, il a donné son soutien aux jeunes présents en vue du Forum Mondial de l'Eau à Dakar en déclarant qu' «il faut essayer de penser différemment, avoir de l'ambition et de la motivation pour faire continuer cette dynamique ! »

Suite à la récapitulation des éléments discutés lors du workshop et à travers la lecture du travail collaboratif sur la plateforme Miro, nous avons énuméré d'autres problématiques et pistes de réflexions qui ont été développées.

A propos de la question de la gouvernance, il est nécessaire de noter qu'il existe une multitude de modèles. **Chaque personne et chaque institution a le devoir d'adapter ses solutions à sa propre population, que ce soit dans le contexte urbain, périurbain, ou rural.** Il faut aussi prendre en compte qu'il est impossible de traiter un problème en milieu rural de la même manière qu'en milieu urbain. Pour cela, il faut s'adapter aux soutiens, aux bilans et au répertoire des moyens existants.

*Question des personnes en présentiel aux personnes en ligne : « Les intervenants en ligne ont-ils parlé de la soutenabilité? »*

Les membres en ligne indiquent que la soutenabilité est un sujet important. Le premier intervenant a parlé du coût que cela pouvait avoir, des conséquences de l'érosion et des moyens qui existent pour protéger la ressource. Il a également parlé de la pérennité de l'exploitation des ressources.

La deuxième intervention traitait de la conception d'un projet soutenable à travers les annonces politiques. L'accent a été mis sur la mise en place d'objectifs de court, moyen et de long terme mesurables. L'intervention s'est concentrée sur la gestion politique et sur la pérennité organisationnelle de projets.

Ensuite, **il est primordial de corroborer les besoins et les ressources qui existent en milieu urbain et rural.** En effet, **il existe un problème de formation sur place et il faut renforcer le capacity building.** Le **problème central reste le manque de capital humain ainsi que le manque de personnes qui savent gérer la ressource et l'exploiter.** Beaucoup de projets ont déjà vu le jour grâce à la présence de l'eau et à la motivation des jeunes. L'élément le plus handicapant reste le manque de moyens.

De plus, il reste beaucoup de problèmes liés au traitement de l'eau, aux systèmes d'extraction, aux canaux de distribution, ainsi qu'au manque de formation, de compétences des personnes gérant un réseau d'eau. Puis, il y a la fuite des cerveaux qui amplifie la mauvaise gestion des réseaux d'eau. S'ajoute à cela, la qualité et la quantité des formations sur place qui présente des problématiques auxquelles seul la création d'un écosystème favorable permet de remédier au problème. **Il est préférable que les acteurs ne restent pas aux commandes trop longtemps pour garder le dynamisme des projets.**

De nombreuses menaces sont à prendre en compte. Tout d'abord, les habitudes que les populations locales ont adoptées dans leur mode de vie pour chercher l'eau, risquent de mettre en péril l'acceptation des populations. Il y a la question des ressources financières, il faut agir de telle sorte que ces fonds ne soient pas détournés et qu'ils soient utilisés à bonne escient.

La bonne transmission d'habitudes hygiéniques et sanitaires est essentielle à la bonne utilisation des installations. De plus, une meilleure disponibilité de la ressource ainsi qu'une mauvaise égalité de l'accès risque d'entraîner des migrations internes ou externes pour des raisons économiques ou écologiques.

Cependant, un bon nombre d'opportunités existent également. **Une bonne exploitation de la ressource peut permettre de favoriser la mobilité des jeunes qui se forment à l'étranger pour revenir et s'occuper des réseaux.** Des initiatives internationales promeuvent la coopération entre les pays africains mais aussi avec les pays étrangers. Les objectifs de développement durables que les pays africains se sont fixés permettent de fédérer les pays côte à côte derrière des enjeux concrets et communs. **Déterminer des objectifs communs est essentiel pour faciliter le financement et s'assurer le soutien local et international.**

**Monsieur Antoine GAILLOT**, *modérateur du workshop en distanciel et président d'AJIRSUD*, a remercié les deux groupes en présentiel et en distanciel (1), pour leur participation et leur retour. Il a ensuite donné la parole aux participants pour qu'ils s'expriment à propos des forces du workshop et des pistes d'améliorations pour pouvoir perfectionner les événements futurs.

**Madame Laura MUNDABI**, *membre du groupe en distanciel et membre d'AJIRSUD*, a soulevé des problèmes de logistique tels que le manque de temps pour pouvoir assimiler et retranscrire les informations notamment sur la plateforme Miro. Selon elle, il faudrait faire une pause entre les deux interventions en soulignant que la deuxième fut très rapide.

**Monsieur Maël CAMPAIGN**, *membre du groupe en présentiel et membre d'AJIRSUD*, a avoir apprécié le format du workshop et en particulier la possibilité de pouvoir échanger avec les autres participants. Cependant, il a affirmé qu'il serait plus intéressant d'organiser le workshop sur une journée entière de manière à dégager plus de solutions et de réponses à toutes les questions soulevées.

Enfin, **Madame Sandy HUGUES**, *modératrice du workshop en présentiel et membre de l'OJUEA*, a remercié les participants pour leur présence et leur implication déclarant que cela a permis de dynamiser cet événement avant de le clôturer.

*(Le workshop s'est achevé à dix-sept heures)*

(1) Photo du groupe en distanciel



(2) Travail collaboratif sur la plateforme Miro

Le travail collaboratif réalisé sur la plateforme Miro se trouve sur le lien suivant: [lien vers la plateforme Miro](#)

## 5. ANNEXES

(1) Photo du groupe en présentiel



(2) Photo de l'ensemble des participants



---

**RESTEZ CONNECTÉ, SUIVEZ  
NOTRE ACTUALITÉ**

 **WWW.JEUNESUEUA.ORG**

 **CONTACT@JEUNESUEUA.ORG**

 **ORGANISATION DES JEUNES  
POUR L'UNION EUROPÉENNE  
ET AFRICAINE**

 **YOUTHEUAU**

 **@JEUNESUEUA**